

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

Compte-rendu de la Rencontre mensuelle du 10 janvier 2018

Ecole Normale Supérieure, 48 bd Jourdan 75014 Paris

Présents :

Noémie Assénat, Marc de Basquiat, Christian Bouvard, Denis Consigny, Eric Damgé, Patrick David, Laudine Grapperon, Laurent Guyot-Sionnest, Pierre Lavagne, François-Xavier Oliveau, Léon Régent, Christian Rémy, Isabelle Thomas-Chiffaudel.

Absents excusés :

Christine Bernard, Jacques Berthillier, Bernard Héron, Marie-Christine Lecomte, Jean-Robert Léonhard, Pierre-Louis Marec, Catherine de Planard, Philippe Riché.

Introduction de Marc de Basquiat

Nous avons le plaisir de recevoir Jean-Marie Harribey, économiste, écrivain, conseiller scientifique d'Attac, membre des Economistes Atterrés. Nous avons fait connaissance en 2016 à Bordeaux, lors d'un événement organisé par Martine Alcorta, et avons perçu des points communs en termes de rigueur d'analyse, même si nous n'avons pas la même sensibilité à l'égard du revenu universel. Je suis donc particulièrement heureux que nous ayons pu organiser la rencontre de ce soir, pour identifier ensemble, paisiblement, nos accords et nos divergences.

Avant de laisser la parole à Jean-Marie Harribey, je rappelle quelques éléments importants de la proposition AIRE, qui la différencie de propos de certains promoteurs d'un revenu de base, qui ne s'embarrassent pas trop de faisabilité technique ou de cohérence conceptuelle.

Tout d'abord, rappelons que l'idée d'un revenu universel est soutenue par une grande diversité de courants de pensée, que je résume schématiquement en trois approches philosophiques :

- A gauche, les égalitaristes souhaitent instaurer un revenu sans condition, d'un montant suffisant pour participer à la vie sociale, en se passant de travail. Ils combinent parfois ce projet avec celui d'imposer un plafond de revenu. C'est le courant représenté aujourd'hui par Baptiste Mylondo.

- Les libéraux, de gauche comme de droite, défendent l'idée d'un socle de revenu inconditionnel qui assurerait une réelle liberté à chacun pour faire ses choix de vie. Le promoteur majeur de cette idée est le philosophe belge Philippe Van Parijs, à l'initiative du Basic Income Earth Network (BIEN), dont s'inspire Gaspard Koenig en France.
- La fraternité est l'argument majeur de ceux qui reconnaissent à chaque membre de la communauté nationale un même droit aux conditions d'une existence digne, justifiée pour certains par un partage égalitaire de l'héritage des générations passées. L'AIRE a été fondée sur cette idée, avec une participation historique de personnes engagées soit dans l'Église catholique, soit chez les francs-maçons.

L'AIRE a édicté récemment les quatre principes d'équité qui fondent sa proposition d'un Revenu d'existence :

1. Chacun contribue financièrement à proportion de ses moyens.
2. Chaque membre de la communauté se voit garanti l'accès aux quatre droits fondamentaux : éducation, santé, logement, subsistance.
3. Aucun mécanisme ne décourage la participation à une activité rémunérée. Le travail rapporte toujours plus que l'oisiveté.
4. Aucune génération ne vit aux dépens de la suivante. L'équilibre budgétaire est impératif.

A partir de ces principes, la proposition technique, documentée en particulier sous la forme du LIBER, est un socle de revenu robuste, à vie, avec plusieurs avantages :

- Il est acquis tous les mois.
- Aucune démarche n'est requise (calculé par le fisc).
- Aucune condition n'est formulée, aucun indu n'est possible.
- On gagne toujours plus en prenant un travail.
- Seul ou en couple, chacun a le même montant.
- Les règles du jeu sont identiques pour tous.
- Le budget est équilibré par définition, au niveau national.

Après ce rappel de la démarche AIRE, Marc de Basquiat passe la parole à notre invité.

Intervention de Jean-Marie Harribey

Après avoir rappelé qu'il avait fait la connaissance de Marc de Basquiat lors d'une rencontre avec le Conseil Régional d'Aquitaine à l'automne 2016 et son estime pour ses travaux en matière de financement du revenu universel, Jean-Marie Harribey précise qu'il s'intéresse à ce sujet depuis 25 à 30 ans, période au cours de laquelle André Gorz est passé d'une opposition à un soutien. Jean-Marie Harribey a consacré une partie de sa thèse à ce sujet, cette dernière étant surtout consacrée à la question du travail.

Il a participé récemment à un ouvrage collectif avec Matéo Alaluf, Daniel Zamora et Seth Ackerman, dans lequel il explique les motifs de son opposition au revenu universel. Il a également coordonné pour les Economistes Atterrés et la fondation Copernic un ouvrage sur ce sujet.

La discussion est rendue difficile par la présence de propositions très variées. Certaines critiques formulées ici ne s'adressent pas à l'AIRE. En tous cas, elles ne mettent jamais en question la bonne foi des différents promoteurs.

Nous traversons actuellement un contexte de grave crise sociale, face à laquelle les palliatifs développés ne permettent pas de répondre aux enjeux et aux besoins. Même si la protection sociale française n'est pas négligeable, elle a des failles, des trous, des manques. D'où des propositions alternatives au revenu de base esquissées en fin d'intervention.

Jean-Marie Harribey présente son intervention en plusieurs paliers. Les fondements mêmes de ce concept et les aspects politiques, en particulier la place du travail dans la société, peuvent être abordés comme suit, par ordre croissant de difficulté.

Le financement

La question n'est pas simple, mais pas impossible à décortiquer.

Avec le projet porté par Baptiste Mylondo qui propose 900 à 1000 euros par mois, le budget est de l'ordre de 700 milliards par an, c'est-à-dire autant que la protection sociale actuelle. Alors, soit c'est pour solde de tout compte – on remplace la protection sociale actuelle – ou alors on double la protection sociale. Ceci ferait 1.400 milliards par an, ce qui est exactement le revenu disponible des ménages en France ! Tout le revenu serait socialisé. Même les bolcheviques n'avaient pas osé imaginer cela. C'est irrecevable et n'est plausible au point de vue financier que si on rabote toute la protection sociale, et qu'on dise « après débrouillez-vous, pour vos retraites, si vous êtes malades... ».

D'autres propositions, comme celle que Marc théorise, diminuent la somme par deux. Le besoin de financement est ramené à 300 milliards par an, soit en plus de la protection sociale, soit en amputant un bout de celle-ci. C'est là qu'on doit discuter : soit améliorer la protection sociale actuelle, soit la remplacer en partie par cette nouvelle proposition.

La proposition LIBER, ainsi que l'a remarqué également Denis Clerc, ne change pas grand-chose par rapport à la redistribution actuelle. Par rapport à ce que calcule l'INSEE, c'est du pareil au même, d'où la question : qu'apporterait de plus cette proposition ?

Malgré tout, qu'on soit à 300, 400 ou même 800 milliards euros, la question du financement n'est pas la plus compliquée à décortiquer. Il faut dépasser la question économique pour mener des analyses de type sociologique, voire philosophique.

La fin du travail

Beaucoup de partisans du revenu d'existence – pas l'AIRE sans doute – adoptent l'hypothèse que nous sommes arrivés à la fin du travail, ou que nous nous en approchons. A mon avis, c'est une gigantesque blague.

En réalité, ni le travail, ni même le salariat ne disparaissent. Entre 1945 et aujourd'hui, on voit un doublement, presque un triplement, du nombre de travailleurs salariés dans le

monde. On en compte 2,5 milliards. On ne voit pas de tendance à la régression. Par contre, il y a une dégradation considérable menée par le capitalisme néolibéral des conditions du travail effectué, du droit du travail.

En France environ 90 % des personnes en activité ont un emploi salarié, 10 % sont indépendants, professions libérales, agriculteurs, artisans. Cette part est à peu près stable, en revanche on y trouve un turn-over très important, par exemple toute l'ubérisation se fait au sein de cette marge d'une dizaine de pourcents. Attention à l'effet d'optique : même si le nombre des embauches en contrats à durée déterminée est très important, globalement cela ne fait diminuer que légèrement le nombre de salariés qui restent à durée indéterminée, entre 75 à 80 %.

Personne ne sait réellement combien d'emplois seront présents dans 30 ou 40 ans. L'hypothèse d'une chute importante du nombre d'emplois (certains évoquent une diminution d'une quarantaine de pourcent) devrait nécessairement provenir d'une évolution forte de la productivité du travail. On mesure pourtant depuis quatre décennies que l'augmentation des gains de productivité du travail – partout dans le monde – est en tendance baissière.

Si on compte de 3 à 6 millions de chômeurs en France, 20 millions dans l'Union Européenne, plus de 200 dans le monde, ce n'est pas dû à une progression forte de la productivité du travail. Au contraire, le chômage a explosé au moment où les gains de productivité ont commencé à ralentir, dans la période du néolibéralisme.

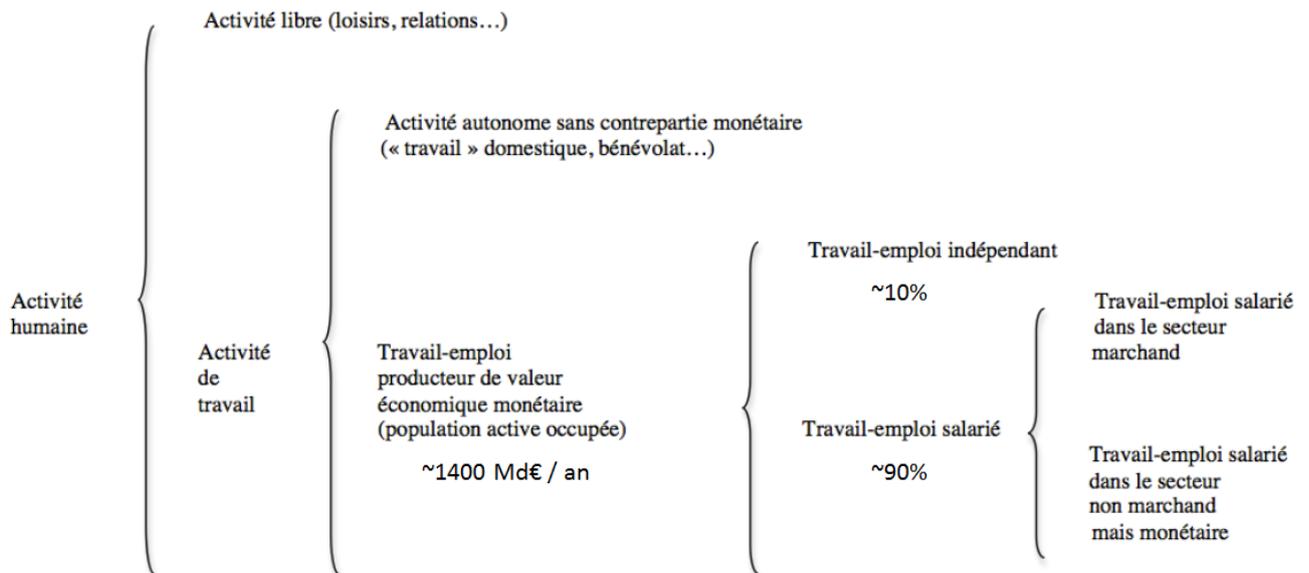
Il faut plutôt chercher l'explication ailleurs : des rapports sociaux extrêmement défavorables pour le travail ont affaibli les investissements et l'emploi, pour augmenter les revenus des détenteurs de capitaux, qui captent une plus grande part de la richesse produite.

La source de la valeur

C'est le fondement de l'économie politique, pour Marx : seul le travail crée de la valeur. Il convient de ne pas confondre valeur d'usage (cf. Aristote) et la valeur au sens économique. Est-ce que tout travail crée de la valeur ? C'est là que certains promoteurs d'une forme de revenu inconditionnel apportent de la confusion, expliquant que lorsque des amis se réunissent le soir autour d'une table, il y a du lien social qui se crée, de la communauté de vie, et donc que de la richesse monétaire est engendrée qui pourrait être redistribuée sous forme d'un revenu de base... Ceci n'a pas de sens !

Le travail doit être validé socialement (soit vente de marchandises et services par les entreprises privées, soit validation collective – politique – sur des services publics, par exemple la décision d'apprendre à lire et écrire aux enfants dans les écoles) pour créer de la valeur économique, produisant des revenus monétaires, au sens de la comptabilité nationale. Il n'y a pas d'autre source de validation du travail effectué. Le travail domestique est extrêmement important, souvent accompli par les femmes, mais n'engendre pas de valeur distribuable sous forme monétaire. Donc la discussion doit être ramenée aux activités qui ont reçu validation.

Le schéma ci-dessous permet d'y voir plus clair sur ce point.



Yoland Bresson se trompe lorsqu'il propose de verser un revenu d'existence au titre de l'héritage que nous recevons de l'histoire de l'humanité, car tout revenu monétaire est un flux engendré par l'activité courante et non pas un prélèvement sur un stock. On distribue sur le revenu national net, qui n'est pas prélevé sur quelque chose qui nous vient d'avant. Donc, il n'y a pas de revenu monétaire qui ne provienne pas du travail, et de plus issu du travail courant. Les conceptions du revenu universel reposant sur une valeur liée à l'héritage des générations passées ne sont donc pas fondées économiquement.

Philippe Van Parijs apporte également cette justification de l'allocation universelle, mais cela n'aurait aucun sens de justifier économiquement le versement d'un revenu universel par un héritage qui inclurait par exemple le théorème de Pythagore !

C'est un point clé, qui crée un embrouillamini considérable dans les discussions, comme nous l'avons vu lors de la campagne présidentielle de Benoît Hamon, qui disait tout et n'importe quoi sur le travail qui disparaissait, qu'on pouvait verser des revenus sans que le travail intervienne... C'est croire en la génération spontanée. Les biologistes ont démontré que cela n'existe pas. Idem en économie : il n'existe pas de génération de revenu sans travail.

Au niveau macro socio-économique, on ne peut pas détacher la distribution du revenu du travail collectif qui est effectué. On peut détacher cette distribution sur le plan individuel, par exemple à la retraite : ce n'est pas moi qui produit la pension que je perçois – contrairement à ce que croit Bernard Friot, autre erreur qui fait florès actuellement.

La valeur ajoutée nette, égale au revenu national net, créée par le travail, va en partie vers les salaires, y compris les cotisations sociales, et en partie en rémunération du capital – qui peut aller vers l'investissement pour se développer. Il faut bien distinguer cela de la vente d'un élément de patrimoine, qui génère un flux monétaire, mais n'est pas une création de valeur ajoutée, donc est neutre sur la question de la distribution de revenus.

Les conceptions philosophiques du travail

C'est un aspect compliqué. La philosophie politique n'a jamais réussi à trancher entre trois conceptions possibles de la société (pour simplifier). Pour Friedrich Hegel, au début du 19^{ème} siècle, le travail était l'essence de l'homme, et c'était par son travail qu'il s'accomplit et s'intègre à la société. A l'opposé, pour Hannah Arendt le travail n'a jamais été un facteur d'intégration dans la société et donc il était illusoire de penser qu'il puisse devenir un moyen d'épanouissement.

Au milieu, Karl Marx avait compris l'ambivalence fondamentale du travail. C'est à la fois un acte pénible, aliénant, et en même temps c'est un acte qui permet aux individus de s'insérer dans la société, de créer ce lien social. Donc, supposer que le travail ne serait plus nécessaire pour créer des revenus monétaires est une absurdité économique, et supposer que le travail ne serait plus nécessaire pour permettre aux individus de s'insérer dans la société, c'est une aberration sur le plan de la philosophie.

C'est toute l'ambivalence : le travail est d'ordre anthropologique (l'homme se produit lui-même par son travail), mais aussi social et historique (une page de l'histoire humaine). Est-ce le capitalisme qui a inventé le travail, ou existe-t-il en dehors de cette formation économique et sociale ?

En tous cas, on ne peut pas réduire le travail à une somme d'énergies pour fournir des biens et services. Le sociologue Robert Castel disait que le salariat est aliénant, car le contrat est subordonné par essence, mais qu'il a conquis des protections qui dignifient le travail.

Il est donc positif que la proposition AIRE n'abandonne pas la question du travail.

L'offensive néolibérale

Une offensive est en cours pour faire faire un pas de plus au taylorisme qui s'est répandu dans la deuxième partie du vingtième siècle en Europe, c'est-à-dire dépouiller le travailleur de son identité pour le faire adhérer aux objectifs de rentabilité de l'entreprise. De nouvelles méthodes se mettent en place, principalement dans les grandes entreprises, pour que les travailleurs intègrent les objectifs de rentabilité, pour faire du profit distribué aux actionnaires.

Ceci conduit à nier la dimension anthropologique du travail, pour se réaliser et s'insérer socialement. Il y a là une mise en cause de ce que Marx appelait « le travail vivant ». D'où le risque de libéraliser encore le marché de l'emploi, si un revenu de base était versé pour contourner le SMIC. Les employeurs seraient tentés de dire : « vous avez déjà un matelas, contentez-vous d'un salaire amoindri ou qui n'augmente plus ».

En allant plus loin, on peut imaginer que certains pourraient être tentés de libéraliser encore un peu plus le marché et ramener toute la protection sociale à ce simple revenu de base.

Quelle alternative ?

Il existe d'autres possibilités de ne pas se contenter des palliatifs actuels, de mener d'urgence une réforme profonde des minima sociaux. Les manques actuels sont criants, même si la protection sociale actuelle n'est pas négligeable : une personne âgée cumulant le minimum vieillesse et une allocation logement arrive au seuil de pauvreté. Ni le LIBER ni d'autres propositions de revenu universel ne dépasseraient le seuil de pauvreté, dans les meilleures estimations.

Il faut répartir autrement les fruits du travail, c'est-à-dire la valeur ajoutée. Si on comble toutes les failles actuelles, par exemple si on verse un revenu garanti à tous les jeunes qui n'ont pas droit au RSA, à partir de 18 ans, et qu'on garantisse un revenu dès qu'il y a interruption du travail (parce qu'il y a chômage, licenciement...), sous conditions de ressources, on n'a pas besoin de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Si on verse à tous ces jeunes et aux 8,5 millions de pauvres la valeur du seuil de pauvreté, 1000 euros par mois, on arrive à 90 milliards d'euros par an. Si on défalque les 25 milliards des minima sociaux actuels, cela fait 65 milliards d'euros à trouver. Cela n'a rien à voir avec les 700 milliards de certains partisans du revenu de base, ou des 300 milliards si on a une vue un peu plus réaliste.

Ceci participerait d'un choix de société où on s'avancerait vers une véritable transition sociale et écologique, avec une priorité donnée à des investissements pour remodeler notre système productif, avec une place cruciale donnée à la réduction du temps de travail.

Pour que tous les individus puissent s'insérer dans le travail, qui est une nécessité économique mais également un facteur d'insertion dans la société, un facteur de reconnaissance sociale, comme participant à la construction du tissu collectif, la réduction du temps de travail restera la grande bataille du 21^{ème} siècle.

* * *

Discussion

L'échange se poursuit pendant une heure, sur de nombreux thèmes, dont nous présentons ci-dessous une synthèse sélective.

Un schéma LIBER n'est-il pas plus efficace pour « boucher les trous » de la protection sociale ?

Léon Régent rappelle que le schéma LIBER aboutit naturellement à ce que les 350 milliards d'euros évoqués en brut restent en réalité à 80% dans la même poche. Les 70 milliards de transferts réels vont effectivement vers les plus démunis, en bouchant automatiquement tous les trous qu'on constate avec le système actuel. Ceci paraît être la manière la plus simple et efficace de réaliser ce que Jean-Marie Harribey souhaite réaliser par une méthode alternative qui paraît très lourde.

Jean-Marie Harribey répond en évoquant le risque de mettre en question les fondements même de notre protection sociale, un patronat « intelligent » se servant de ce revenu de base pour raboter le salaire minimum et libéraliser un peu plus le marché du travail.

Christian Bouvard témoigne du débat actuel dans les entreprises, où certains expliquent que l'investissement social est bon pour le fonctionnement des entreprises, alors que d'autres s'intéressent uniquement à l'augmentation des profits sans assumer aucune responsabilité sociale, mettant également en question le paritarisme.

Jean-Marie Harribey craint effectivement que la deuxième catégorie de patronat se serve de mesures prétendument progressistes pour se désengager de toute responsabilité sociale. L'expérience a montré que le capitalisme n'a lâché des choses que contraint et forcé. Pour l'instant, il n'a pas vu la preuve que le capitalisme était capable d'intégrer spontanément des avancées en termes de responsabilité sociale.

Accord et divergence

Marc de Basquiat apprécie la double clarification apportée sur le fait que la richesse provient toujours du travail, qui seul peut financer un revenu d'existence, et qu'il a également un rôle anthropologique en développant la personne qui travaille (comme l'explique également le pape Jean-Paul II en 1981 dans *Laborem exercens*, qui évoque la prévalence du sens subjectif du travail). Ceci est totalement en accord avec le troisième principe éthique affiché par l'AIRE : que rien n'empêche les personnes de travailler.

Par contre, la proposition alternative évoquée par Jean-Marie Harribey d'un système où on se contenterait de « combler les trous », en finançant uniquement ceux qui ont des revenus insuffisants – sans rien donner aux autres – crée mécaniquement une désincitation au travail, qui est incohérente avec l'objectif énoncé.

Jean-Marie Harribey précise que sa proposition ne peut avoir du sens que si elle s'insère dans un remodelage complet du système, avec une réduction du temps de travail qui permette le partage du travail entre tous.

Revenu universel et travail féminin

Isabelle Thomas Chiffaudel témoigne de son vécu de femme diplômée de Normale Sup, agrégée, qui a fait le choix de rester au foyer et s'exprimer par le bénévolat, ce qui lui a permis de s'intégrer socialement, de façon pleinement satisfaisante. Par contre, ceci ne lui donnait pas les moyens financiers de son autonomie, le travail de la femme (statistiquement) au foyer n'étant pas rémunéré. Rémunérer cette économie informelle diminuerait les inégalités.

Jean-Marie Harribey indique que les associations féministes sont fortement opposées au revenu universel, car elles considèrent qu'il porte le risque d'un retour en arrière par rapport à l'insertion des femmes par le travail salarié – qui sont quasiment autant impliquées que les hommes dans le salariat.

Isabelle Thomas Chiffaudel réplique qu'à l'inverse un revenu universel versé aux femmes qui gardent leurs enfants à la maison – comme l'a fait le maire d'Anthony pour des raisons d'efficacité économique – a un sens. Il faut reconnaître la valeur du travail féminin. Pour elle, c'est une joie d'être à la maison pour élever ses enfants ! Les féministes, c'est celles qui veulent être comme des hommes. Elles ne représentent pas la majorité des femmes. Pour Isabelle, c'est gênant, on est différents. Un revenu universel permettra de valoriser enfin des valeurs féminines qui ne le sont pas actuellement.

Jean-Marie Harribey concède qu'on est là à cheval sur deux registres, la valeur au sens économique et la valeur au sens philosophique, deux champs qui ne se recoupent pas

nécessairement. Le fait qu'une femme soit payée pour s'occuper des enfants des autres alors qu'elle ne l'est pas lorsqu'elle s'occupe des siens est une aberration du système.

Sur le fond, ce n'est pas le versement du revenu qui valide le travail, mais la décision politique (on va soigner les malades, on va apprendre à lire aux enfants, on va leur apprendre à nager...) qui justifie qu'on embauche des infirmiers, des éducateurs, etc. Il y a alors production de valeur économique. C'est l'inverse de ce que dit Bernard Friot, « on verse un salaire, donc cela vaut validation productive », qu'il décline par « lorsque je souffle mes 18 bougies, je deviens productif ».

Isabelle Thomas Chiffaudel conclut que, dans les travaux qu'elle a menés avec Pierre Rabhi, mettre le féminin en avant est radicalement différent de prôner le féminisme. L'enjeu est de se rendre compte de la valeur des activités domestiques, bénévoles, etc. qu'il s'agit de valider dans un système économique.

Réformer un système illisible

Eric Damgé rappelle des avantages clés du revenu d'existence : simplification, lisibilité du système, inconditionnalité qui restaure la dignité de chaque personne en comparaison de la galère actuelle pour obtenir des prestations, suppression du non-recours, équité sociale.

Christian Bouvard complète avec la possibilité pour chacun de prendre davantage de risque en termes d'entrepreneuriat, au sens large, permettant de créer plus de richesse dans le pays.

Jean-Marie Harribey reconnaît que la complexité du système de protection sociale actuel est très compliqué, quasiment illisible. Il y a un vrai problème. La question s'est déjà posée lors de la bataille contre la réforme des retraites. Jean-Marie Harribey avait bataillé contre ses propres amis et syndicalistes, considérant qu'ils devaient se saisir eux-mêmes de la question posée par la multiplication des régimes de retraites, qui devenait indéfendable. Il était opportun de faire des propositions d'unification progressive, même si cela prendrait une ou deux décennies.

Cependant, Jean-Marie Harribey n'est pas convaincu que le revenu de base va réellement simplifier le système, ce à quoi Marc de Basquiart répond en projetant un slide de synthèse repris ci-dessous :

SUPPRESSIONS A TERME	SIMPLIFICATIONS POSSIBLES
RSA – ASS – RSO – ATA – PTS – AV – ASI	ASPA – AAH – AEEH – ADA
Prime d'activité – Allocation de rentrée scolaire – Prime de Noël	Fiches de paie
Allocations familiales – Complément familial	CSG – CRDS
Cotisations sociales non contributives	Cotisations sociales contributives
IRPP – Quotient familial – Quotient conjugal – Niches fiscales	CICE – Exonération Fillon
	Contrats aidés – CAE – CUI
	PAJE – PreParE – CMG
	Bourses d'enseignement
	Pensions de réversion
	Taxe d'habitation
	Taxe foncière

INCHANGE A PRIORI
Aides au logement – APL – ALF – ALS – APA – ASF
Compte Personnel d'Activité – Pôle Emploi – ARE
Assurance retraite – Règles de cumul
SMIC – PUMa – CMU-C – Mutuelles
DMTO – DMTG – ISF – TVA

SMIC et revenu universel

Marc de Basquiat précise que le SMIC est un obstacle pour beaucoup de personnes dont la productivité est faible, qui se voient donc contraints à l'inactivité. Le niveau élevé du SMIC en France fait qu'une proportion très élevée de salariés (seule la Turquie a un taux supérieur) reste à ce niveau de rémunération, sans perspective de progression. Pour les plus fragiles, si on leur dit « c'est le SMIC ou rien », c'est souvent rien. Nous sommes très ennuyés par un SMIC qui est d'un niveau inatteignable pour pleins de gens.

Un revenu d'existence donne à chacun les ressources vitales qui lui permettent d'accepter raisonnablement un salaire inférieur au SMIC si c'est un moyen de démarrer une activité professionnelle. Philippe Van Parijs, comme d'autres, dit bien que l'effet d'un revenu de base de 500 euros sur le niveau des revenus est ambigu : certains se diront « j'ai déjà ça, donc je ne me fatigue pas, je ne revendique pas », d'autres penseront « j'ai ça, donc je peux maintenant prendre le risque de discuter plus fermement avec mon patron ».

François-Xavier Oliveau précise qu'il est probable que les salaires des travaux pénibles augmenteront probablement, alors que ceux des activités intrinsèquement plaisantes seront éventuellement tirés vers le bas.

Jean-Marie Harribey émet des doutes sur un droit de retrait de la société qui serait rendu possible par le revenu de base. Autant on peut comprendre une pause professionnelle, une année sabbatique, autant il faut voir la réduction du temps de travail comme une flexibilité donnée à chacun de mieux organiser ses périodes d'activités professionnelles sur la durée de sa vie active. La réduction collective du temps de travail a la grande vertu de réaliser une péréquation des gains de productivité, à l'échelle du pays. Toute l'histoire de la réduction des horaires de travail et des congés payés, c'est comment répartir entre tous les fruits du travail collectif. Donc, le droit de retrait individuel, Jean-Marie Harribey n'y croit pas un instant.

La loi de la valeur temps selon Yoland Bresson

Christian Bouvard interroge Jean-Marie Harribey sur la théorie de Yoland Bresson concernant la valeur-temps.

Jean-Marie Harribey n'y croit pas et estime que la démonstration a été faite par Yoland Bresson au prix d'un artifice mathématique, utilisant dans une formule la moyenne harmonique au lieu de la moyenne arithmétique. La conclusion était qu'une heure de temps de vie d'un africain était bien moindre qu'une heure de temps de vie d'un européen. On pourrait retravailler sur le détail de ces questions. Jean-Marie Harribey précise qu'il ne connaissait pas Yoland Bresson, sauf pour avoir échangé une correspondance ponctuelle avec lui.

* * *

Prochaine réunion mensuelle AIRE :

Le **14 février** de **19h00** à 21h00, nous recevrons **Samuel Thirion**, secrétaire général de TOGETHER, Réseau International des Territoires de Coresponsabilité, dans les locaux de l'ENS au 48 boulevard Jourdan à Paris 14ème.